

APPEL À COMMUNICATION – Journées d'étude
« Dispositifs et initiatives d'installation de personnes en migration dans les campagnes »

22 et 23 Mai 2019, à la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société, Poitiers
UMR MIGRINTER (CNRS, Université de Poitiers)



Programme de recherche CAMIGRI

« Les campagnes françaises dans la dynamique des migrations internationales »

Dans le cadre de sa réflexion collective sur l'évolution des rapports entre les migrations internationales et les territoires ruraux en France, l'équipe CAMIGRI organise des journées d'étude portant sur les dispositifs et initiatives d'installation de personnes en migration dans les campagnes. Les journées se dérouleront à Poitiers les 22 et 23 mai 2019. Elles incluront un temps de présentation et de discussion sur les communications retenues, ainsi qu'un temps d'échange sur les observations et les analyses faites dans le cadre du programme de recherche CAMIGRI.

***** TEXTE D'APPEL *****

Le peuplement est une préoccupation centrale pour le présent et le devenir des campagnes. Le déclin démographique qu'ont connu ou que connaissent encore de nombreux territoires ruraux des pays occidentaux va souvent de pair avec un affaiblissement des activités économiques, un désengagement de la puissance publique et des situations marquées de marginalisation sociale. De même, les formes de renouveau observées dans d'autres territoires ruraux reposent en grande partie sur des croissances démographiques portées par l'installation de nouveaux habitants. Les migrations, internes comme internationales, apparaissent ainsi en certains lieux comme un facteur central voire une véritable « solution » pour inverser les tendances territoriales à la déprise ou pour renforcer les dynamiques de reprise.

Si la thématique des installations dans les campagnes est loin d'être nouvelle (Léger, Hervieu, 1978 ; Chevalier, 1981 ; Simard, 1995 ; Boyle, Halfacree, 1998), certaines migrations actuelles amènent à réinterroger par analogie leurs rôles dans l'évolution des territoires ruraux. C'est notamment le cas de l'installation, plus ou moins pérenne, de demandeurs d'asile et de réfugiés dans les campagnes des pays d'immigration, en Europe mais aussi en Amérique du Nord. De nombreux lieux ont en effet été ouverts pour héberger ces catégories de personnes en migration, dans des espaces jusqu'alors peu concernés par la prise en charge des exilés, ce que la focalisation de la recherche scientifique sur leur accueil dans les villes a jusqu'à présent largement laissé dans l'ombre. En France par exemple, la dispersion des migrants des camps du Calais et de la place Stalingrad à Paris dans les Centres d'Accueil et d'Orientation (CAO) ouverts à la hâte sur l'ensemble du territoire à partir de l'automne 2015 en est une illustration parmi d'autres, les espaces « hors des grandes agglomérations » ayant été clairement désignés par les autorités comme zones d'installation prioritaires de ces établissements. Bien qu'initialement pensées dans le cadre des politiques migratoires et d'asile, de telles mesures viennent rencontrer un ensemble d'actions qui visent à impulser ou accompagner le développement rural par l'apport de nouvelles populations. Destinées à faire venir des actifs (indépendants – dont des agriculteurs – ou salariés – notamment grâce à la pratique du télétravail : Sajous, 2011), des familles avec enfants, ou éventuellement des populations en situation de précarité, les politiques dites « d'accueil » ont fait leur entrée dans le paysage de l'action publique (Jamet *et al.*, 2014 ; Turpin *et al.*,

2017). Elles englobent des démarches disparates, sans toujours avoir comme objectif de fixer les populations migrantes en milieu rural. Par exemple, les dispositifs encadrant et incitant le recours temporaire à la main-d'œuvre étrangère, particulièrement développés dans le domaine agricole (Michalon et Morice, 2008 ; Crenn et Tersigny, 2013), n'ambitionnent pas de fixer la main-d'œuvre, mais ont comme souci de pérenniser les systèmes productifs ruraux.

Ces différentes actions témoignent de la préoccupation que constitue le renouvellement de la population pour les acteurs impliqués dans le devenir des campagnes. Or, les migrations en direction des territoires ruraux s'avèrent aujourd'hui extrêmement diversifiées dans leur composition sociologique ou en fonction des besoins ou envies des nouveaux arrivants (Pistre, 2012). L'attractivité des campagnes apparaît tant comme l'expression d'une relégation urbaine pour des individus en situation de précarité (Ascher, 2009) qu'une appropriation des aménités environnementales et paysagères des territoires ruraux pour des classes « hyper-mobiles » et « connectées » (Sencébé, 2009). Pour les néo-agriculteurs issus des migrations internationales, l'installation à la campagne correspond souvent autant à un choix professionnel qu'à un choix de vivre « à la campagne », correspond alors à la *lifestyle migration* (Benson et O'Reilly, 2009). Les attitudes des natifs quant à l'arrivée de ces nouvelles populations soulèvent la question du partage des usages et des fonctions du territoire, des luttes d'intérêts face à une certaine déstabilisation d'identités locales mises à l'épreuve dans la rencontre de nouvelles altérités.

Ces journées d'étude ont pour objectif de faire le point et d'interroger les dispositifs et initiatives d'installation dans les campagnes occidentales, dans une optique transversale à différentes catégories de population, telle qu'initiée par le projet CAMIGRI porteur de cet appel¹. Qu'apprend-on du rapprochement analytique de ces mesures destinées à favoriser l'installation de populations de plus en plus diversifiées dans les campagnes ? Indiquent-elles des croisements et l'émergence d'une approche globale des migrations, ou bien les dispositifs et initiatives restent-ils cloisonnés, par exemple par type de population « cible », et associés à une approche segmentée du devenir des territoires ruraux ? Ces journées ne prétendent pas traiter le sujet dans son intégralité ; les communications privilégieront donc deux angles principaux : celui des acteurs impliqués et, celui des mesures d'incitation à l'installation.

- Quels acteurs impliqués ?

Les acteurs des mesures d'incitation à l'installation dans les campagnes seront au cœur de l'attention. C'est en effet d'abord leur diversité qui frappe (Simard, Guimond, 2013) : collectivités territoriales de différentes échelles (communes, départements, régions, Etats fédérés), Etat (voir par exemple le *Town and Village Renewal Scheme* irlandais), voire instances supra-nationales telle que l'Union européenne (à travers notamment le programme LEADER, dont « l'accueil » de nouvelles populations a pu constituer un thème fédérateur du développement rural dans certaines régions européennes), ou encore organismes de développement rural ou agricole (chambres consulaires, associations professionnelles, etc.) peuvent instaurer des politiques publiques d'aide, d'incitation mais aussi de contrainte à l'installation dans les campagnes (Hugo, 2008). À ces différents niveaux d'intervention peuvent s'ajouter les dispositifs d'action portés par des institutions publiques telles que les chambres de commerce et d'industrie, qu'il s'agira de documenter et d'analyser dans leur globalité et dans leur articulation avec les politiques publiques d'accueil. Le déploiement des dispositifs par la puissance publique ne peut être analysé sans tenir compte des initiatives privées, individuelles ou collectives, informelles ou associatives, relevant de champs professionnels spécifiques ou de la société civile, qui

¹ « Les campagnes françaises dans la dynamique des migrations internationales », porté par David LESSAULT (laboratoire Migrinter, Poitiers, France), financé par l'Agence Nationale pour la Recherche (2016-2020) et la Région Nouvelle-Aquitaine (2017-2021). Ce programme de recherche étudie les campagnes françaises au prisme des migrations internationales et de la diversification croissante des formes de mobilité. Les membres de l'équipe travaillent sur la migration de saisonniers agricoles, de demandeurs d'asile et réfugiés, d'entrepreneurs, de commerçants ou encore d'habitants de logements « hors-normes » (<https://camigri.hypotheses.org/>).

sont susceptibles de lui servir d'appui, de lui faire concurrence ou de chercher à le contrer. Les contributions s'attacheront entre autres à comprendre les motivations qui sous-tendent l'implication des différents acteurs, leurs registres d'action, les modalités de concertation ou de non concertation avec les habitants, les personnes migrantes et les autorités locales, ou bien encore les dynamiques de coordination ou les possibles disjonctions d'actions sur un territoire donné.

- Quelles mesures d'incitation à l'installation ?

Les dispositifs et initiatives de soutien à la migration vers les campagnes pourront également être questionnés et documentés. Ils prennent en effet des formes multiples : aides ou incitations financières, conseils et accompagnements de divers types (professionnel, administratif, médical, scolaire...), mise à disposition de logements, de locaux de travail, voire d'emplois, *etc.* Si chaque catégorie d'acteur peut concentrer son action sur un mode d'incitation ou de soutien à l'immigration, il apparaît que l'efficacité de ces mesures à entraîner effectivement des migrations passe nécessairement par une coordination des actions au sein d'une démarche globale intégrant une dimension sociale et culturelle souvent oubliée (Mayer, 2007). Les stratégies retenues, de détail ou d'ensemble, et les éventuelles modalités de leur coordination, pourront notamment être examinées dans les interventions proposées.

Au final, l'effectivité et le devenir des mesures d'installation dans les campagnes pourront être questionnés : les présences qui en résultent prennent-elles un caractère pérenne ? Dans quels cas de figure ? Ou s'agit-il plutôt de migrations temporaires, voire transitoires, vers d'autres espaces ? Le prisme des migrations vers les campagnes permet ici de réinterroger des problématiques majeures dans les études rurales telles que l'habitat, l'emploi, les sociabilités, le maintien des services publics, les mobilisations citoyennes, la pauvreté et la marginalité, *etc.*

Ces journées d'étude se veulent ouvertes au niveau géographique et disciplinaire ; elles s'adressent aux géographes comme à l'ensemble des sciences sociales. Les communications attendues seront appuyées sur des recherches empiriques inédites, qualitatives afin de donner à voir et à analyser ces dispositifs « en actes », dans la manière dont ils se font au quotidien, tout comme quantitatives ; elles pourront être menées à différentes échelles spatiales (locale, nationale, internationale).

Références citées

Ascher François, 2009, *L'âge des métapoles*, Editions de l'Aube.

Benson Michaela, O'Reilly Karen, 2009, « Migration and the search for a better way of life: a critical exploration of a lifestyle migration », *The sociological review*, vol. 57, n°4, p. 608-625

Bonerandi Emmanuelle, 2008, « L'accueil des demandeurs d'asile à la campagne. Des étrangers d'un autre genre ? », in Diry Jean-Paul (dir.), *Les étrangers dans les campagnes. Actes du colloque franco-britannique de géographie rurale, Vichy, 18 et 19 mai 2006*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise Pascal, p. 329-346.

Boyle Paul, Halfacree Keith (eds.), 1998, *Migration into Rural Areas: Theories and Issues*, Wiley.

Chevalier Michel, 1981, « Les phénomènes néo-ruraux », *L'Espace géographique*, Vol. 10, n°1, p. 33-47.

Crenn Chantal, Tersigny Simona, 2013, « Introduction », *Hommes et migrations*, n°1301, p. 7-8.

Hugo Graeme, 2008, « Australia's State-Specific and Regional Migration Scheme: An Assessment of its Impacts in South Australia », *Journal of International Migration and Integration*, Vol.9, n°2, p.125-145.

Léger Danielle, Hervieu Bertrand, 1979, *Le retour à la nature. Au fond de la forêt... l'Etat*, Editions du Seuil.

Jamet Emilie, LeBlanc Patrice, Lardon Sylvie, 2014, « Mobilités des jeunes adultes et politiques d'accueil dans les territoires ruraux. Etudes de cas en France et au Québec », *Norois*, n°233, p. 37-51.

Mayer Emmanuelle, 2007, « L'habitat, au cœur des politiques d'accueil de nouvelles populations en milieu rural », *Pour*, vol.3, n°195, p. 133-139.

Michalon Bénédicte, Morice Alain, 2008, « Travailleurs saisonniers dans l'agriculture européenne », *Etudes rurales*, n°182, p. 9-28.

Pistre Pierre, 2012, *Renouveaux des campagnes françaises : évolutions démographiques, dynamiques spatiales et recompositions sociales*, Thèse de doctorat de géographie, Université Paris Diderot.

Sajous Patricia, 2011, « L'expérience Soho Solo dans le Gers : exemple d'une campagne innovante ? », *Netcom*, Vol. 25, n°3-4, p. 229-248.

Sencébé Yannick, 2009, « Une lecture des inégalités et des différenciations de développement local à travers quatre figures de territoires », *Espace populations sociétés* n°1, p. 17-27.

Simard Myriam, 1995, « La régionalisation de l'immigration : les entrepreneurs agricoles immigrants dans la société rurale québécoise », *Recherches sociographiques*, vol. 36, n°2, p. 215-242.

Simard Myriam, Guimond Laurie, 2013, « 'Des étrangers' parmi nous ? Représentations et pratiques de divers acteurs ruraux face à l'installation de nouvelles populations dans les campagnes au Québec », *Géographie, économie, société*, vol. 15, n°1, p. 25-46.

Turpin Nadine, Bouayad-Agha Salima, Védrine Lionel *et al.*, 2017, « Politique d'accueil de nouvelles populations dans le Massif central et dynamisation des territoires. Une évaluation quantitative et qualitative », *Économie rurale*, n° 361, p. 23-48.

Format et modalités de soumission

La proposition d'intervention doit être composée d'un seul fichier word comportant les éléments suivants :

- Nom, prénom, coordonnées, statuts et affiliations institutionnelles
- Le titre de la proposition
- Une proposition de 15 000 signes maximum avec une bibliographie indicative

Elle sera adressée à sarah.przybyl@univ-poitiers.fr

Date limite de soumission des propositions : au plus tard le **30 janvier 2019 inclus.**

Résultats des sélections par le comité : **fin février 2019**

Les frais de transport, de restauration et d'hébergement des intervenants seront pris en charge par le programme Camigri.

Informations auprès du comité scientifique et d'organisation :

David Lessault (CNRS, UMR Migrinter) : david.lessault@univ-poitiers.fr

Bénédicte Michalon (CNRS, UMR Passages) : benedicte.michalon@cnrs.fr

Pierre Pistre (Université Paris Diderot, UMR Géographie-cités) : pierre.pistre@parisgeo.cnrs.fr

Sarah Przybyl (CNRS, UMR Migrinter) : sarah.przybyl@univ-poitiers.fr
